

## PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Direction des Affaires Interministérielles

et de l'Environnement

Bureau de la Réglementation

de l'Environnement

N° : 2002/ICPE/145

### ARRÊTÉ

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE  
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

VU le titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le titre IV du Livre V du Code de l'Environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, et notamment son article 18,

VU le décret modifié du 20 mai 1953 fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment les rubriques 2550, 2551 et 2552,

VU la circulaire du 21 décembre 2001 du Ministère de l'Ecologie et de l'Aménagement Durable, relative aux thèmes d'actions nationales de l'Inspection des installations classées, pour l'année 2002,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 mars 2001 modifié le 10 janvier 2002, autorisant la Société Fonderie et Mécanique Générale Castelbriantaise (F.M.G.C.) à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de pièces de fonderie située à Soudan, Z.I. de Hochepeie,

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur Principal des installations classées en date du 20 mars 2002,

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 16 mai 2002,

VU le projet d'arrêté transmis à la Société Fonderie et Mécanique Générale Castelbriantaise (F.M.G.C.) en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 susvisé en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours,

EN l'absence de réponse de la part de la Société F.M.G.C.,

CONSIDERANT les dispositions de la circulaire ministérielle du 21 décembre 2001 susvisée,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique,

## ARRETE

**ARTICLE 1er :** La Société Fonderie et Mécanique Générale Castelbriantaise doit adresser au Préfet, dans un délai de quatre mois après ampliation de cet arrêté, une évaluation de la situation de l'usine de fabrication de pièces de fonderie située à Soudan (44110) zone industrielle de Hochepie, au regard de l'environnement ainsi qu'une évaluation des écarts par rapport aux bonnes pratiques de la profession.

**ARTICLE 2 :** L'évaluation de la situation au regard de l'environnement comprend les informations suivantes :

- situation administrative,
- description de l'unité de production :
  - capacité de production journalière,
  - type de fusion,
  - type d'unités de fusion et capacité horaire de production unitaire,
- matières premières utilisées et part des déchets dans les intrants,
- énergie utilisée,
- rejets atmosphériques :
  - évaluation des émissions dans l'air, en particulier des poussières, des métaux et des composés organiques volatils (concentrations et flux), y compris des émissions diffuses,
  - systèmes d'épuration mis en oeuvre,
  - qualité de l'air ambiant,
- gestion et élimination des sables et autres déchets. En particulier, en cas de dépôt sur le site : résultats des analyses pratiquées sur les eaux souterraines et les eaux de lixiviation,
- rejets aqueux :
  - systèmes d'épuration mis en oeuvre,
  - évaluation des rejets,
- bruit :
  - mesures mise en oeuvre pour réduire les nuisances sonores,
  - résultats des analyses réalisées.

**ARTICLE 3 :** L'évaluation des écarts aux bonnes pratiques de la profession comprend les informations suivantes :

- analyse des bonnes pratiques françaises et étrangères en ce qui concerne :
  - la gestion des sables,
  - le traitement des émissions diffuses dans l'air,
  - la surveillance des rejets et de leurs effets,
- évaluation des écarts par rapport à ces bonnes pratiques et propositions sur les évolutions possibles et/ou nécessaires.

**ARTICLE 3 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 4 :** Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

**ARTICLE 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de SOUDAN et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la Mairie de SOUDAN pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire de SOUDAN et envoyé à la Préfecture (Direction des Affaires Interministérielles et de l'Environnement - Bureau de la Réglementation de l'Environnement).

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la Société Fonderie et Mécanique Générale Castelbriantaise (F.M.G.C.) dans les quotidiens « Ouest-France » et « Presse-Océan ».

**ARTICLE 6 :** Deux ampliations du présent arrêté seront remises à la Société Fonderie et Mécanique Générale Castelbriantaise (F.M.G.C.) qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de ce dernier.

**ARTICLE 7 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique, le Sous-Préfet de CHATEAUBRIANT et le Maire de SOUDAN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur Principal des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le 21 JUIN 2002

Pour ampliation  
Le Chef du Bureau de la  
Réglementation de l'Environnement

Daniel TOULOUSE

LE PREFET,  
Pour LE PREFET,  
le Secrétaire Général

Jean-Pierre LAFLAQUIERE